RETRAITES :PAS DE NOUVELLES REGRESSIONS ! PRIORITÉ AUX SALAIRES ET À L'EMPLOI !

Le Gouvernement a décidé d'engager une nouvelle contre réforme des retraites. D'ores et déjà, lors de la conférence sociale des 20 et 21 juin, le Président de la République et le 1er Ministre en ont tracé les grandes lignes en reprenant une part importante du rapport Moreau : allongement de la durée de cotisation pour tous, désindexation des retraites,… **Nous n'acceptons pas !**

En effet, ces mesures s'inscrivent dans la continuité des précédentes réformes (1993, 2003 et 2010) qui ont considérablement dégradé la situation des retraités actuels et futurs, en particuliers les jeunes et les femmes.

Dans un contexte où la loi de flexi sécurité dite sécurisation de l'emploi va s'appliquer, et va aggraver la situation de l'emploi et de la précarité.

L'argument « on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps » ne tient pas, quand on sait que l'espérance de vie en bonne santé stagne du fait de la dégradation des conditions de travail ; que le chômage des plus de 50 ans ne cesse de progresser ; que cela ne ferai qu'augmenter le chômage des jeunes ;….

Alors que tout dans la situation actuelle appelle à changer de cap, en particulier en matière de politique de l'emploi, de politique salariale, (conditions essentielles pour assurer le financement pérenne de notre protection sociale), ce projet de reforme s'inscrit au contraire dans la logique d'austérité, sous pression de la commission européenne.

Ainsi son objectif majeur vise à réduire les dépenses (donc les droits) plutôt qu'à pérenniser, améliorer notre système de retraite et à renforcer son mode de financement.

C'est pourquoi **nous disons NON au report de l'âge de départ, à l'allongement de la durée de cotisation requise pour le taux plein, à la désindexation des pensions. Ce ne sont en rien des solutions d'avenir pour notre système de retraites.** Elles sont contraires aux intérêts des actifs et des retraités, toutes générations confondues. Elles se traduiraient par une baisse généralisée des pensions, la paupérisation des retraités, une progression du chômage des jeunes, une restriction du droit à la retraite en particulier pour les jeunes et les femmes. **Elles ne feraient qu'aggraver un peu plus la spirale de récession et la crise.**

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF de Gironde considèrent, que pour sortir de la crise, il faut sortir de l'austérité salariale et budgétaire. Il faut oser miser sur le social, le renforcement des droits, de notre système de protection sociale. Ils ne sont pas un « coût » mais une richesse au service du développement de tous.

Nous revendiquons :

- Aucun allongement de la durée de cotisation.
- Pour tous le droit légal de départ à 60 ans, reconnaissance de la pénibilité du travail.
- Une politique nouvelle de créations de vrais emplois et de revalorisation salariale (privé et public) indispensable au financement de notre protection sociale et nos retraites, basé sur les cotisations issues du travail (travail socialisé).
- La prise en compte des années d'étude et de chômage/précarité subies qui concernent plus particulièrement les jeunes et les femmes.
- Le maintien du code des pensions civiles et militaires (calcul basé sur les 6 derniers mois) et de chacun des régimes particuliers.
- La suppression de la décote.
- La revalorisation des pensions et des retraites.
- L'arrêt des exonérations de cotisations patronales. (36 Mds€ ??)
- Des cotisations sur l'intéressement, sur la participation

Quelques chiffres :

- ✓ 1% de hausse de salaires c'est 2 Mds € de cotisations en plus.
- ✓ 100 000 emplois crées c'est 2,5 Mds € de cotisations en plus.
- ✓ L'égalité salariale femmes / Hommes rapporterait 5 Mds € de cotisations dès 2015.
- ✓ L'évasion fiscale en France est estimée entre 60 et 80 Mds € par an (presque autant que le déficit de l'État)
- ✓ Les aides et sociales aux entreprises représentent 172 Mds € par an (dont 66 Mds de niches sociales) + 20 Mds du nouveau crédit impôt compétitivité (CICE).
- ✓ 40,9 Mds € de dividendes versés par les entreprises du CAC 40 en 2012 (+5%).

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent les salariés à débattre et à se mobiliser massivement dès la rentrée et préparer la grève et manifestation interprofessionnelle du 10 septembre 2013 pour faire reculer le gouvernement.

Elles appellent l'ensemble des salariés et des organisations syndicales du département à se rassembler et se mobiliser pour l'emploi, les salaires, pour nos retraites.

LE SOCIAL C'EST LA SOLUTION ! STOP A L'AUSTÉRITÉ